



**Service des communes
et du logement**

*Division affaires communales
et droits politiques*

Rue Cité-Derrière 17
1014 Lausanne

Recommandée

Association scolaire de Cugy et
Environs – ASICE
Comité de direction
p.a. Administration communale
Rue du Village 13
Case postale 27
1053 Cugy VD

N/réf. : AC 1246 / JWI / YBA

Lausanne, le 23 novembre 2016

Approbation du règlement du Conseil intercommunal de l'Association scolaire intercommunale de l'établissement de Cugy et Environs (ASICE)

Monsieur le Président,

Nous vous informons que la Cheffe du Département des institutions et de la sécurité a approuvé, en date du 16 novembre 2016, le règlement précité.

Vous trouverez, en annexe, un exemplaire dûment daté, signé et scellé. Nous gardons une copie pour notre dossier.

Cette approbation est publiée dans la Feuille des avis officiels du Canton de Vaud, édition du 22 novembre 2016. Le délai de 20 jours pour l'éventuel dépôt d'une requête auprès de la Cour constitutionnelle du Tribunal cantonal commence à courir dès la date précitée. Les objets adoptés par un conseil intercommunal sont susceptibles de référendum intercommunal. Il doit être annoncé dans les 10 jours au préfet dès la publication susmentionnée. L'entrée en vigueur de l'acte objet de l'approbation est suspendue pendant les délais précités et, en cas de requête ou de demande de référendum, jusqu'à décision judiciaire ou politique définitive et exécutoire.

Nous vous demandons de contacter notre service et/ou les préfets de votre district lors d'un éventuel référendum. En effet, le dépôt d'un référendum contre un règlement du Conseil intercommunal pose des questions juridiques particulières et délicates.

En restant à votre disposition pour toute information complémentaire, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Joëlle Wernli

Juriste

Annexes

- *règlement (un exemplaire original)*
- *copie de la publication dans la FAO*

Copie, avec copie des annexes

- *Préfecture du district du Gros-de-Vaud*

REGLEMENT DU CONSEIL INTERCOMMUNAL DE L'ASSOCIATION SCOLAIRE INTERCOMMUNALE DE L'ETABLISSEMENT DE CUGY ET ENVIRONS (ASICE)

TABLE GENERALE DES MATIERES

TITRE PREMIER :	Du conseil et de ses organes , articles 1 ^{er} à 45
TITRE II :	Travaux généraux du conseil , articles 46 à 73
TITRE III :	Budget, gestion et comptes , articles 74 à 87
TITRE IV :	Dispositions diverses , articles 88 à 92

REFERENCES LEGALES

Cst-VD : Constitution du 14 avril 2003 du Canton de Vaud (RSV 101.01)

LC : Loi du 28 février 1956 sur les communes (RSV 175.11)

RCCom : Règlement du 14 décembre 1979 sur la comptabilité des communes
(RSV 175.31.1)

LEDP : Loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politiques (RSV 160.01)

Statuts de l'ASICE du **02 NOV. 2016**

REGLEMENT DU CONSEIL INTERCOMMUNAL DE L'ASSOCIATION SCOLAIRE INTERCOMMUNALE DE L'ETABLISSEMENT DE CUGY ET ENVIRONS (ASICE)

TITRE PREMIER

Du conseil et de ses organes

CHAPITRE PREMIER

Formation du conseil

- Article premier.-** Le Conseil est formé des délégués des communes associées, nommés conformément à l'article 6 des statuts de l'association. Nombre des membres (art. 6 statuts)
- Les délégués peuvent être révoqués par l'autorité qui les a nommés. art. 118 al. 3 LC
- Art. 1a.-** Toute désignation de personne, de statuts, de fonction ou de profession utilisée dans le présent règlement s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes. Terminologie (art. 3b LC)
- Art. 2.-** Le conseil est installé par le préfet, conformément aux articles 83 ss LC. Installation (art. 83 ss LC)
- Art. 3.-** Avant d'entrer en fonctions, les membres du conseil prêtent le serment suivant: Serment (art. 9 LC)
- "Vous promettez d'être fidèles à la constitution fédérale et à la constitution du canton de Vaud, de maintenir et de défendre la liberté et l'indépendance du pays.
- Vous promettez d'exercer votre charge avec conscience, diligence et fidélité, de contribuer au maintien de l'ordre, de la sûreté et de la tranquillité publics, d'avoir, dans tout ce qui sera discuté, la justice et la vérité devant les yeux, de veiller à la conservation des biens de l'association et de remplir avec intégrité et exactitude les diverses fonctions que la loi vous attribue ou pourra vous attribuer."
- Art. 4.-** Après la prestation du serment par les membres du conseil intercommunal, celui-ci procède, sous la présidence du préfet, à la nomination de son président et du secrétaire, qui entrent immédiatement en fonction. Le conseil nomme ensuite les autres membres du bureau. Organisation (art. 89, 23 et 10 à 12 LC)
- Art. 5.-** Le conseil élit les membres du comité de direction (CODIR) selon les modalités prévues à l'article 15 des statuts. Ceux-ci sont ensuite assermentés conformément à l'article 88 LC. CODIR (art. 119, 88, 62 et 9 LC)
- Art. 6.-** L'installation du conseil et du CODIR, ainsi que la formation du bureau du conseil ont lieu avant le 30 septembre suivant les élections générales. Ces autorités entrent en fonction dès leur assermentation. Entrée en fonction (art. 116 al. 3 LC)
- Art. 7.-** Les membres du conseil intercommunal et du CODIR doivent être des électeurs des communes membres de l'association au sens de l'article 5 LEDP. S'ils Qualité d'électeurs (art. 5 LEDP)

perdent cette qualité d'électeurs, ils sont réputés démissionnaires. La démission est effective à compter du jour où l'intéressé est radié du registre des électeurs. et 116 al. 2 LC)

Art. 8.- Les membres absents le jour de l'installation du conseil, de même que ceux désignés par leur Commune en cours de législature, sont assermentés devant le conseil par le président de ce corps, qui en informe le préfet. Le président leur impartit un délai après l'échéance du délai de réclamation ou de recours prévu par la législation en matière d'exercice des droits politiques. Serment des absents (art. 90 LC)

Il en va de même pour les membres du CODIR absents ou élus en cours de législature.

En cas d'urgence, ils peuvent prêter serment devant le bureau.

Lorsque les membres du conseil et du CODIR ne prêtent pas serment dans le délai impartit par le président, le bureau en informe la commune associée.

Art. 9.- Il est pourvu aux vacances conformément à l'article 7 et 15 des statuts. Vacances

CHAPITRE II

Organisation du conseil intercommunal

Art. 10.- Le conseil nomme chaque année dans son sein : Bureau (art. 10, 23 et 119 al. 2 LC)

- a) un président;
- b) un vice-président ;
- c) deux scrutateurs et deux suppléants.

Il nomme pour la durée de la législature son secrétaire, lequel peut être choisi en dehors du conseil.

Art. 11.- Le président, le vice-président et le secrétaire sont nommés au scrutin individuel secret ; les scrutateurs sont élus au scrutin de liste, leurs suppléants également. Ces élections ont lieu à la majorité absolue des membres présents au premier tour et à la majorité relative au second. Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue. En cas d'égalité de suffrages, le sort décide. Nomination (art. 11 et 23 LC)

Lorsque le nombre de candidats est égal à celui des sièges à repourvoir, l'élection peut s'opérer tacitement. Mention en est faite au procès-verbal.

L'alinéa 2 de la présente disposition s'applique, par analogie, à l'élection des membres du CODIR.

Art. 12.- Le secrétaire du CODIR n'est pas éligible aux diverses fonctions mentionnées à l'article 10. Il peut toutefois être élu secrétaire du conseil. (art. 12 et 23 LC)

Ne peuvent être simultanément président et secrétaire du conseil les conjoints, les partenaires enregistrés ou les personnes menant de fait une vie de couple, les parents ou alliés en ligne directe ascendante ou descendante, ainsi que les frères et soeurs.

Art. 13.- Le conseil a ses archives particulières, distinctes de celles du CODIR. Les archives se composent de tous les registres, pièces, titres et documents qui concernent le conseil. Archives

Art. 14.- Le conseil est servi par un huissier du CODIR. Celui-ci peut être choisi parmi les collaborateurs de l'ASICE ou de l'une des communes membres. Huissier

CHAPITRE III

Attributions et compétences

Section I Du conseil intercommunal

Art. 15.- Les attributions du Conseil intercommunal sont fixées conformément à l'article 13 des statuts de l'association. Attributions (art. 146 Cst-VD, 115 LC et art. 13 statuts)

Art. 16.- Lorsque le conseil, le CODIR ou un membre de ces autorités est outragé par un tiers se trouvant dans la salle, le coupable est expulsé par les agents de la force publique. Sanction (art. 100 LC)

S'il s'agit d'un fait paraissant constituer un délit, procès-verbal est dressé; la cause est instruite et jugée selon les règles de la procédure pénale.

Art. 17.- Les membres du conseil, du CODIR et de l'administration intercommunale ne doivent ni accepter, ni solliciter, ni se faire promettre des libéralités ou d'autres avantages directement ou indirectement liés à l'exercice de leur fonction, que ce soit pour eux-mêmes ou pour des tiers. Font exception les libéralités ou les avantages usuels de faible valeur. Interdiction d'accepter ou de solliciter des libéralités ou d'autres avantages (art. 100a LC)

Section II Du bureau du conseil intercommunal

Art. 18.- Le bureau du conseil est composé du président, du vice-président et des deux scrutateurs. Composition du bureau (art. 10 LC)

Art. 19.- Aucun membre du bureau ne peut faire partie d'une commission à la nomination de laquelle il a concouru en cette qualité.

Art. 20.- Le bureau (éventuellement par l'intermédiaire du président) est chargé du contrôle de la rédaction du procès-verbal. Il veille à ce que les archives soient tenues en bon ordre, les rapports des commissions et les pièces qui s'y rattachent classés et conservés avec soin, et les registres tenus à jour.

Art. 21.- Le bureau est chargé de la police des séances.

Section III Du président du conseil intercommunal

Art. 22.- Le président a la garde du sceau du conseil.

Art. 23.- Le président convoque le conseil par écrit. La convocation doit mentionner l'ordre du jour établi d'entente entre le bureau et le CODIR.

Convocation
(art. 13, 25 LC et
art. 9 statuts)

Art. 24.- Le président fait connaître à l'assemblée la série des objets dont elle doit s'occuper. Il ouvre la discussion, la dirige et la clôt. Il pose la question et la soumet à la votation. Il préside au dépouillement des votes et des élections et en communique le résultat au conseil.

Art. 25.- Le président accorde la parole.

Art. 26.- Lorsque le président veut parler comme membre du conseil, il se fait remplacer à la présidence par le vice-président.

Art. 27.- Le président prend part aux votes et aux élections qui ont lieu au scrutin secret. Dans les autres cas, il ne vote que pour déterminer la majorité, s'il y a égalité de suffrages, aux conditions fixées à l'article 35b LC.

Art. 28.- Le président exerce la police de l'assemblée. Il rappelle à la question l'orateur qui s'en écarte. Il adresse une observation aux membres qui troublent l'ordre ou qui manquent au respect dû aux conseillers et aux membres du CODIR.

Art. 29.- En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président et, en cas d'absence de celui-ci, par un des membres du bureau ou par un président *ad hoc* désigné par l'assemblée pour la séance.

Section IV Des scrutateurs

Art. 30.- Les scrutateurs sont chargés du dépouillement des scrutins. Ils comptent les suffrages lors des votations. En cas de vote par appel nominal, ils prennent note des votes et en communiquent le résultat au président.

Section V Du secrétaire

Art. 31.- Le secrétaire est nommé pour la durée de la législature, il peut être choisi en dehors du conseil intercommunal.

Secrétaire
(art. 10 al. 2 LC et
art. 8 statuts)

Il signe avec le président les actes du conseil, aux conditions fixées à l'article 71a LC.

Le secrétaire est chargé du contrôle des absences. Il est responsable des archives du conseil.

Lorsqu'un secrétaire quitte ses fonctions, remise est faite des archives au bureau du conseil par le secrétaire ou ses ayants cause.

Lorsqu'un nouveau secrétaire est nommé, la remise des archives lui est faite par le bureau.

Art. 32.- Le secrétaire rédige les lettres de convocation mentionnées à l'article 23 et pourvoit à leur expédition. Il rédige le procès-verbal. Il procède à l'inscription des absents. Il transmet les convocations aux membres des commissions et leur remet les pièces relatives aux affaires dont elles doivent s'occuper. Il prépare les extraits du procès-verbal qui doivent être expédiés au CODIR.

Art. 33.- A chaque séance, le secrétaire fait déposer sur le bureau du président le règlement du conseil, le budget de l'année courante et tout ce qui est nécessaire pour écrire.

Art. 34.- Le secrétaire est chargé de la tenue des divers registres du conseil qui sont :

- a) un registre avec répertoire renfermant les procès-verbaux des séances et les décisions du conseil ;
- b) un registre contenant l'état nominatif des membres du conseil ;
- c) un classeur renfermant les préavis du CODIR, rapports des commissions et communications diverses, par ordre de date et répertoire.

CHAPITRE IV

Des commissions

Art. 35.- Toute commission est composée de trois membres au moins.

Composition
et attributions
(art. 35 LC)

Sont nécessairement renvoyées à l'examen d'une commission tous les préavis présentés par le CODIR au conseil intercommunal; ces propositions doivent être formulées par écrit. Elles prennent la forme d'un préavis. Le CODIR peut, de lui-même ou sur demande d'une commission, se faire représenter dans cette commission, avec voix consultative, par l'un de ses membres ou par un collaborateur.

Le président du conseil ne peut donner d'instruction à une commission.

Art. 36.- Le conseil élit une commission de gestion chargée d'examiner la gestion et les comptes de l'année écoulée.

Commission de
gestion
(art. 93c, 116 LC
et 34 RCom)

La commission rapporte également sur le budget, les dépenses supplémentaires et les propositions d'emprunt.

Cette commission est composée et désignée conformément à l'article 22 des statuts.

Aucun membre du personnel de l'association ne peut en faire partie.

Au surplus, les articles 82 et suivants du présent règlement s'appliquent.

<p>Art. 37.- Les autres commissions du conseil intercommunal sont les commissions ad'hoc, soit les commissions nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions des membres du conseil, les pétitions ou de préavis sur leur prise en considération et les propositions du CODIR.</p>	<p>Autres commissions</p>
<p>Art. 38.- Sous réserve de la nomination de la commission de gestion, les commissions sont désignées par le bureau.</p>	<p>Nomination des commissions</p>
<p>Art. 39.- Les commissions s'organisent elles-mêmes. Elles désignent leur président.</p>	<p>Constitution et organisation</p>
<p>Le CODIR est informé de la date des séances de toute commission.</p>	
<p>Art. 40.- Les commissions ne peuvent valablement délibérer que si la majorité de leurs membres sont présents.</p>	<p>Quorum et vote</p>
<p>Les commissions délibèrent à huis clos.</p>	
<p>Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. Le président prend part au vote. En cas d'égalité des voix, son vote est prépondérant.</p>	
<p>Art. 41.- Le droit à l'information des membres des commissions est réglé aux articles 40h et 40c LC.</p>	<p>Droit à l'information des membres des commissions et secret de fonction</p>
<p>Les membres des commissions sont soumis au secret de fonction, aux conditions prévues aux articles 40i et 40d LC.</p>	
<p>Art. 42.- Chaque membre du conseil a le droit d'adresser par écrit ses observations à toute commission chargée d'un rapport.</p>	<p>Observations des membres du conseil</p>
<p>Art. 43.- La commission rapporte à une date ultérieure à sa nomination. L'assemblée ou le bureau peut, cas échéant, lui impartir un délai pour le dépôt de son rapport.</p>	<p>Rapport</p>
<p>Art. 44.- Les commissions doivent déposer, par écrit, leur rapport au secrétariat de l'ASICE au moins 48 heures avant la séance, cas d'urgence réservés.</p>	
<p>Lorsqu'une commission ne peut faire son rapport au jour dit, elle prévient le président du conseil, lequel en informe ce dernier.</p>	
<p>Art. 45.- Le rapport ne peut être fait verbalement que sur autorisation de la commission et du président du conseil. Les conclusions doivent toujours être écrites.</p>	
<p>Tout membre d'une commission a le droit de présenter un rapport de minorité.</p>	

TITRE II

Travaux généraux du conseil

CHAPITRE PREMIER

Des assemblées du conseil

Art. 46.- Le conseil intercommunal est convoqué selon les modalités définies par l'article 17 des statuts.

Convocation
(art. 24, 25 LC et
art. 17 statuts)

Le CoDir avise le préfet de la séance et lui communique l'ordre du jour.

Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.

Art. 47.- Chaque membre du conseil est tenu de se rendre à l'assemblée, lorsqu'il est régulièrement convoqué.

Absences
et sanctions
(art. 98 LC)

Les membres du conseil qui, en dépit d'un avertissement, négligeraient leur devoir de prendre part aux séances, peuvent être frappés par le bureau d'une amende. Le bureau en informe l'autorité communale concernée.

Au début de la séance, il est procédé à un appel nominal.

Il est pris note des absents, en distinguant les absences excusées de celles qui ne le sont pas.

Art. 48.- Le conseil ne peut délibérer que si le quorum fixé par l'article 11 des statuts est atteint.

Quorum
(art. 26 LC et 11
statuts)

Art. 49.- Les séances du conseil sont publiques. L'assemblée peut décider le huis clos en cas de justes motifs, notamment en présence d'un intérêt public ou d'intérêts privés prépondérants.

Publicité
(art. 27 LC)

En cas de huis clos, toute personne qui n'occupe pas une fonction officielle dans la salle doit se retirer.

En cas de huis clos, les personnes présentes sont tenues au secret des délibérations.

Art. 50.- Un membre du conseil ne peut prendre part à une décision ou à une discussion lorsqu'il a un intérêt personnel ou matériel à l'affaire à traiter. Il doit se récuser spontanément ou, à défaut, être récusé par un membre du conseil ou par le bureau. Le conseil statue sur la récusation.

Récusation
(art. 40j LC)

Les décisions sur la récusation et sur l'affaire à traiter sont prises à la majorité des membres restant du conseil. Dans ce cas, l'article 48 qui précède n'est pas applicable.

Il est fait mention de la récusation au procès-verbal et sur l'extrait de décision.

Art. 51.- S'il est constaté que le quorum indiqué à l'article 48 est atteint, le président déclare la séance ouverte.

Appel

Lorsque l'assemblée n'est pas en nombre, elle se sépare jusqu'à nouvelle convocation.

Art. 52.- Le procès-verbal de la séance précédente, adopté par le bureau est déposé sur le bureau à la disposition des membres du conseil. Sa lecture intégrale ou partielle peut être demandée. Si une rectification est proposée, le conseil décide.

Procès-verbal

Le procès-verbal, signé par le président et le secrétaire, est inséré dans le registre des procès-verbaux et conservé aux archives.

Art. 53.- Après ces opérations préliminaires, le conseil passe à l'ordre du jour.

Opérations

L'ordre des opérations peut être modifié par décision du conseil, notamment sur proposition du CODIR.

CHAPITRE II

Droits des conseillers intercommunaux et du CODIR

Art. 54.- Le droit d'initiative appartient à tout membre du conseil, ainsi qu'au CODIR.

Droit d'initiative
(art. 30 et 120a
LC)

Art. 55.- Chaque membre du conseil peut exercer son droit d'initiative :

Postulat, motion,
projet rédigé
(art. 31 LC)

a) en déposant un **postulat**, c'est-à-dire en invitant le CODIR à étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport¹ ;

b) en déposant une **motion**, c'est-à-dire en chargeant le CODIR de présenter une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision de compétence du conseil intercommunal² ;

c) en **proposant** lui-même un projet de règlement ou de modification d'un règlement ou de partie de règlement ou un projet de décision de compétence du conseil intercommunal³.

Art. 56.- Lorsqu'un membre veut user de son **droit d'initiative**, il remet sa proposition par écrit au président.

(art. 32 LC)

La proposition est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.

Le conseil examine si la proposition est recevable. Si, après avoir entendu l'auteur, un doute subsiste, le conseil peut :

- statuer ;
- renvoyer la proposition au bureau pour préavis ; le bureau demande au CODIR ses déterminations. Après le rapport du bureau, le conseil tranche.

¹ Postulat : voir définition en annexe.

² Motion : voir définition en annexe.

³ Projet rédigé de règlement ou de décision du conseil : voir définition en annexe.

Art. 57.- Après avoir entendu l'auteur de la proposition, le CODIR et le président sur la proposition, le conseil statue immédiatement après délibération. (art. 33 LC)

Il peut soit :

- renvoyer la proposition à l'examen d'une commission chargée de préavis sur la prise en considération et le renvoi au CODIR, si un cinquième des membres le demande ;
- prendre en considération immédiatement la proposition et la renvoyer au CODIR, éventuellement assortie d'un délai particulier.

L'auteur de la proposition peut la retirer ou la modifier jusqu'à ce que le conseil se prononce sur sa prise en considération.

Une fois prise en considération, le CODIR doit impérativement la traiter et y répondre dans un délai de 12 mois au maximum par :

- a. un rapport sur le postulat ;
- b. l'étude ou le projet de décision demandé dans le cadre de la motion ; ou
- c. un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé.

Le CODIR peut assortir d'un contre-projet les projets de décision ou de règlement soumis au conseil en application de l'article 57 al. 4 let. b et c du présent règlement.

Les propositions qui, selon le CODIR, contreviennent aux exigences prévues par l'article 32 al. 4 LC font l'objet d'un rapport de celui-ci.

Art. 58.- Chaque membre du conseil peut, par voie **d'interpellation**, demander au CODIR une explication sur un fait de son administration. Interpellation (art. 34 LC)

Il informe, par écrit, le président de l'objet de son interpellation. Si celle-ci est appuyée par cinq membres au moins, elle est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.

Le CODIR répond immédiatement ou, au plus tard, dans la séance suivante

La discussion qui suit se termine par l'adoption d'une résolution, laquelle ne doit pas contenir d'injonction, ou par le passage à l'ordre du jour.

Art. 59.- Un membre du conseil peut adresser une **simple question** ou émettre un vœu à l'adresse du CODIR. Simple question ou vœu (art. 34a LC)

Le CODIR y répond dans le délai prévu à l'article 58 al. 3 du présent règlement. Il n'y a pas de vote ni de résolution.

CHAPITRE III

De la pétition

Art. 60.- Le conseil examine les pétitions qui lui sont adressées. Pétitions (art. 34b LC)

Tout dépôt d'une pétition est annoncé au conseil lors de sa prochaine séance.

Les pétitions dont les termes sont incompréhensibles, inconvenants, injurieux ou illisibles sont classées sans suite.

Si la pétition porte sur une attribution du CODIR ou sur une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, elle est transmise sans délai à l'autorité compétente, sous réserve des dispositions prévues par l'article 62 al. 2, du présent règlement.

Si la pétition relève de la compétence du conseil, elle est renvoyée à l'examen d'une commission.

Art. 61.- La commission détermine l'objet de la pétition en recueillant tous renseignements utiles, le cas échéant, après avoir sollicité l'avis du CODIR.

Procédure
(art. 34c LC)

Elle entend en règle générale le ou les pétitionnaires ou leurs représentants.

Elle demande le préavis de toute autre commission déjà chargée de traiter d'affaires en relation avec l'objet de la pétition. Elle peut se dessaisir de la pétition pour la transmettre à une autre commission moyennant le consentement de cette dernière.

Art. 62.- Lorsque l'objet de la pétition entre dans les attributions du conseil, la commission rapporte à ce dernier en proposant :

- a. la prise en considération ; ou
- b. le rejet de la prise en considération et le classement.

Lorsque la pétition concerne une attribution du CODIR ou une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, la commission rapporte au conseil en proposant le renvoi sans délai à l'autorité compétente. Dans ce cas, le conseil peut demander au CODIR de l'informer de la suite donnée à la pétition.

Art. 63.- Quelle que soit la suite donnée à la pétition, il y sera répondu.

(art. 34e LC)

CHAPITRE IV

De la discussion

Art. 64.- Au jour fixé pour le rapport d'une commission, le préavis du CODIR ayant été communiqué, le rapporteur donne lecture du rapport de la commission. Ce rapport doit conclure à la prise en considération, à l'acceptation, à la modification, au renvoi ou au rejet de la proposition.

Rapport de
la commission

Art. 65.- Après cette lecture, le président ouvre immédiatement la discussion, sauf décision contraire de l'assemblée.

Discussion

Si la demande en est faite, la discussion porte d'abord exclusivement sur la question d'entrée ou de non-entrée en matière, qui est alors soumise au vote du conseil avant

qu'il puisse être procédé sur le projet lui-même.

Art. 66.- La discussion étant ouverte, chaque membre peut demander la parole au président qui l'accorde suivant l'ordre dans lequel chacun l'a demandée.

Sauf les membres de la commission et ceux du CODIR, nul ne peut obtenir une seconde fois la parole tant qu'un membre de l'assemblée qui n'a pas encore parlé le demande.

Art. 67.- Les propositions de décisions ou de règlement portées devant le conseil peuvent faire l'objet d'amendements. Les amendements peuvent faire l'objet d'amendements (sous-amendements).

Amendements
(art. 35a LC)

Ils doivent être présentés par écrit ou dictés au secrétaire avant d'être mis en discussion.

Un amendement ou un sous-amendement peut être retiré par son auteur tant qu'il n'a pas été voté. Il peut toutefois être repris par un autre membre de l'assemblée.

Peuvent proposer des amendements :

- a. les commissions chargées d'examiner les propositions portées devant le conseil intercommunal (commission de gestion et commissions *ad hoc*) ;
- b. les membres du conseil intercommunal ;
- c. le CODIR.

Art. 68.- Toute opération du conseil peut être interrompue par une motion d'ordre qui concerne le débat, sans toucher à son fond même. Si cette motion est appuyée par cinq membres, elle est mise en discussion et soumise au vote.

Motion
d'ordre

Art. 69.- Si le CODIR ou le quart des membres présents demande que la votation n'intervienne pas séance tenante, cette proposition est adoptée de plein droit.

Renvoi

A la séance suivante, la discussion est reprise.

CHAPITRE V

De la votation

Art. 70.- La discussion étant close, le président passe au vote. Il propose l'ordre dans lequel il entend faire voter. En cas de contestation, l'assemblée décide.

Vote
(art. 35b LC)

Dans tous les cas, les sous-amendements sont mis aux voix en premier lieu, puis les amendements, les uns, le cas échéant, opposés aux autres, enfin la proposition principale amendée ou non.

Le président a soin d'avertir que les votes sur les amendements et les sous-

amendements laissent toujours entière la liberté de voter sur le fond.

La proposition de passer à l'ordre du jour et celle du renvoi a toujours la priorité.

Art. 71.- La votation se fait, en principe, à main levée. En cas de doute, le président passe à la contre-épreuve. En cas d'égalité, il tranche.

En cas de vote à main levée, la votation a lieu à l'appel nominal à la demande d'un conseiller appuyé par un tiers des membres présents. En cas d'égalité, le président tranche.

La votation a lieu au bulletin secret à la demande d'un conseiller appuyé par un tiers des membres présents.

En cas de vote à bulletin secret, le président prend part au vote. En cas d'égalité, l'objet soumis au vote est réputé refusé.

Si le nombre des bulletins recueillis est supérieur à celui des bulletins délivrés, le vote est nul.

Art. 72.- Les décisions soumises à la votation doivent être adoptées à la majorité des suffrages valablement exprimés, conformément à l'article 11 des statuts.

Droit de vote
(art. 120 LC)
Etablissement
des résultats
(art. 120 alinéa 3
LC et art. 11
statuts)

Art. 73.- Le CODIR peut retirer un projet qu'il a déposé tant que celui-ci n'a pas été adopté définitivement par le conseil.

Retrait du projet

TITRE III

Budgets, gestion et comptes

CHAPITRE PREMIER

Budget et crédits d'investissement

Art. 74.- Le budget, la gestion et les comptes sont traités conformément aux statuts et au règlement sur la comptabilité des communes.

Budget de
fonctionnement
(art. 4 LC,
art. 5ss RCom)
et art. 29 statuts)

Art. 75.- Le conseil autorise les dépenses courantes de l'association par l'adoption du budget de fonctionnement que le CODIR lui soumet.

Il autorise en outre le CODIR à engager des dépenses supplémentaires.

Art. 76.- Le CODIR ne peut engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles que jusqu'à concurrence d'un montant et selon les modalités fixées par le conseil au début de la législature.

(art. 11 RCom)

Art. 77.- Le budget doit être adopté par le conseil intercommunal trois mois avant le début de l'exercice. (art. 125c LC, art. 29 statuts)

Il est communiqué aux communes membres de l'association.

Art. 78.- Si le budget n'est pas adopté avant le début de l'exercice, le CODIR ne peut engager que les dépenses indispensables à la bonne marche de l'administration. (art. 9 RCom)

Art. 79.- Tout investissement fait l'objet d'un préavis indiquant son but, le montant du crédit, le mode de financement, la durée d'amortissement et les charges d'exploitation qu'il entraîne. Crédits d'investissement (art. 14 et 16 RCom)

Lorsqu'un crédit est épuisé, toute dépense supplémentaire doit être portée à la connaissance du conseil par voie de communication écrite. Elle est ensuite soumise à son approbation dans les meilleurs délais.

Art. 80.- Le CODIR établit annuellement le plan des dépenses d'investissements. Plan des dépenses d'investissements (art. 18 RCom)

Ce plan est présenté au conseil, en même temps que le budget de fonctionnement; il n'est pas soumis au vote.

Art. 81.- Le montant du plafond d'endettement est fixé à l'article 13 ch. 11 des statuts. Plafond d'endettement (art. 143 LC)

CHAPITRE II

Examen de la gestion et des comptes

Art. 82.- Le rapport du CODIR sur la gestion, les comptes arrêtés au 31 décembre précédent, accompagnés, cas échéant, du rapport et du rapport-attestation du réviseur, sont remis au conseil au plus tard le 10 mars de chaque année et renvoyés à l'examen de la commission de gestion. Commission de gestion (art. 93c LC et 34 RCom)

Le CODIR expose, dans son rapport, la suite donnée aux observations sur la gestion qui ont été maintenues par le conseil l'année précédente.

Le rapport sur la gestion est accompagné du budget de l'année correspondante. Il mentionne également les dépenses supplémentaires autorisées par le conseil dans le courant de l'année (art. 75 al. 2), ainsi que les dépenses imprévisibles et exceptionnelles (art. 76).

Art. 83.- Les restrictions prévues par l'article 40c LC ne sont pas opposables aux membres de la commission de surveillance dans le cadre de l'exercice de leur mandat de contrôle de la gestion et des comptes, sauf celles qui découlent d'un secret protégé par le droit supérieur. (art. 93e LC et 35a RCom)

Sous réserve des restrictions fixées par l'alinéa premier, le CODIR est tenu de fournir à la commission de surveillance tous les documents et renseignements nécessaires à

l'exercice de son mandat. Constituent notamment de tels documents ou renseignements :

- a. les comptes de l'association, établis conformément aux règles fixées par le Conseil d'Etat selon l'article 93a LC ;
- b. le rapport-attestation au sens de l'article 93c LC et le rapport de l'organe de révision ;
- c. toutes les pièces comptables de l'exercice écoulé ;
- d. toutes les pièces relatives à la gestion administrative du CODIR ;
- e. les extraits de procès-verbaux et les décisions issues des procès-verbaux du CODIR ;
- f. tous les renseignements portant sur l'exercice écoulé ;
- g. l'interrogation directe des membres de tout dicastère ou service du CODIR, mais en présence d'une délégation de cette autorité.

En cas de divergence entre un membre d'une commission de surveillance et le CODIR quant à l'étendue du droit à l'information, l'article 40 c al. 3 LC est applicable. Ainsi, le membre du conseil ou le CODIR peut saisir le préfet du district, qui conduit la conciliation entre le conseiller et le CODIR. En cas d'échec de la conciliation, le préfet statue. Le recours prévu à l'article 145 LC est réservé.

Art. 84.- Le CODIR a le droit d'être entendu sur la gestion et sur les comptes.

(art. 93f LC
et 36 RCom)

Art. 85.- Le rapport écrit et les observations éventuelles de la commission, les réponses du CODIR et les documents visés à l'article 82 sont soit communiqués en copie à chaque conseiller, dix jours au moins avant la délibération, soit tenus pendant dix jours à la disposition des membres du conseil.

Communication
au conseil
(art. 93d LC
et 36 RCom)

Art. 86.- Le vote sur la gestion et les comptes intervient au plus tard le 31 mars selon l'article 29 des statuts.

(art. 125c LC
et 37 RCom)

Le conseil délibère séparément sur la gestion et sur les comptes.

Les comptes sont soumis à l'examen et au visa du préfet du district dans lequel l'association a son siège.

Art. 87.- L'original des comptes arrêtés par le conseil est renvoyé au CODIR pour être déposé aux archives de l'association, après avoir été visé par le préfet du district dans lequel l'association a son siège.

(art. 125c al. 4
LC)

Le budget et les comptes sont communiqués aux communes membres de l'association.

TITRE IV

Dispositions diverses

CHAPITRE PREMIER

De l'initiative populaire et du référendum

Art. 88.- La procédure de traitement d'une initiative populaire par le conseil est réglée par les articles 106u ss LEDP.

Art. 89.- Les décisions adoptées par le conseil intercommunal sont soumises au référendum. La procédure de traitement du référendum est réglée par les articles 112ss LEDP. (art. 112ss LEDP)

Le Comité de direction fait publier les objets soumis au référendum et ne nécessitant pas l'approbation du canton, dans la Feuille des avis officiels, dans les quatorze jours qui suivent leur adoption, avec la mention des conditions référendaires.

Les municipalités des communes membres de l'association font aussi afficher ces objets au pilier public communal.

Font exceptions les décisions, règlements ou parties de règlements devant obtenir l'approbation cantonale. Dans ce cas, les objets y relatifs sont publiés dans la FAO par le canton, après approbation. Le délai référendaire court dès la date de cette publication.

CHAPITRE II

De la publicité

Art. 90.- Sauf huis clos (voir article 49), les séances du conseil sont publiques ; des places sont réservées au public. (art. 27 LC)

Art. 91.- Tout signe d'approbation ou d'improbation est interdit au public.

Le bureau peut, au besoin, faire évacuer les personnes qui troublent la séance.

CHAPITRE III

Dispositions finales

Art. 92.- Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Chef de Département concerné.

Il sera imprimé et un exemplaire en sera remis à chaque membre du conseil.

Cugy, le 27 septembre 2016

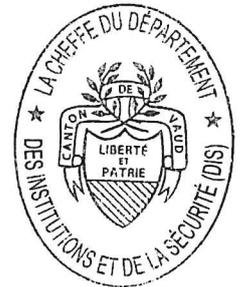
AU NOM DU CONSEIL INTERCOMMUNAL

Le président
J.-F. Thuillard



Le secrétaire
C. Bovay

Approuvé par la Cheffe du Département des institutions et de la sécurité en date du 16 NOV. 2016



QUELQUES DEFINITIONS

Le postulat est une invitation au CODIR d'étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport. Le postulat n'a pas d'effet contraignant pour le CODIR, si ce n'est l'obligation d'analyser une situation et de rédiger un rapport. Le postulat peut porter sur une compétence du conseil intercommunal ou du CODIR.

La motion est une demande au CODIR de présenter une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision du conseil intercommunal. La motion ne peut porter que sur une compétence du conseil intercommunal. La motion est contraignante, dans la mesure où elle a pour effet d'obliger le CODIR à présenter l'étude ou le projet de décision demandé. Le CODIR peut accompagner le projet de décision demandé d'un contre-projet.

Le projet de règlement ou de décision du conseil est un texte complètement rédigé par l'auteur de la proposition. Le projet de règlement ou de décision proposé ne peut porter que sur une compétence du conseil intercommunal. Le CODIR est obligé de rédiger un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé. Le CODIR peut accompagner celui-ci d'un contre-projet.

L'interpellation : est une demande d'explication adressée au CODIR sur un fait de son administration. Elle ne comprend ni le pouvoir d'annuler ou de modifier les décisions du CODIR, ni celui d'adresser des instructions impératives au CODIR. L'auteur de l'interpellation ou tout membre du conseil peut proposer à l'assemblée l'adoption d'une **résolution** à la fin de la discussion qui suit la réponse du CODIR à l'interpellation. La résolution consiste en une déclaration à l'attention du CODIR et n'a pas d'effet contraignant pour celle-ci.

L'amendement vise à modifier un texte en délibération. **Le sous-amendement** vise à modifier un amendement.

Economie et sport

SERVICE DE L'AGRICULTURE ET DE LA VITICULTURE

Syndicat d'améliorations foncières du Mujon

(territoire des Communes de Method, Suscévaz, Champvent, Rances, Valeyres-sous-Rances, Treycovagnes)

Conformément à la loi du 29 novembre 1961 sur les améliorations foncières (LAF) et au Règlement d'application du 13 janvier 1988 de la loi du 29 novembre 1961 sur les améliorations foncières (RLAF),

le Département de l'économie et du sport arrête au

1^{er} décembre 2016

la date à laquelle la propriété des immeubles et les autres droits seront transférés des anciens sur les nouveaux biens-fonds.

Dès cette date, les anciens documents du Registre foncier sont caducs.

Lausanne, le 2 novembre 2016.

Le Chef du département:
Philippe Leuba, Conseiller d'Etat

Institutions et sécurité

LAUSANNE

Le Commandant de la Police cantonale

Au(x) détenteur(s) du/des véhicule(s) suivant(s):

- 1013.16 - VOITURE DE TOURISME FIAT PUNTO GRISE, châssis N° ZFA1880000562641, immatriculée (F) CT067EZ (05);
- 1089.16 - VOITURE DE TOURISME BMW 318 GRISE, châssis N° WBAAN92000NF43584, immatriculée (GB) X931AFP;
- 1164.16 - VOITURE DE TOURISME PEUGEOT 806 GRISE, châssis N° VF3221DA212057206, immatriculée (F) AH538GG;
- 1187.16 - VOITURE DE TOURISME FIAT SEICENTO ROUGE, châssis N° ZFA1870000231106, immatriculée (F) CK569HM;
- 1195.16 - VOITURE DE TOURISME RENAULT SCENIC GRISE, châssis N° VF1A0NN521956099, immatriculée (F) 2614YJ13;
- 1199.16 - VOITURE DE TOURISME PEUGEOT 406 BLEUE, châssis N° VF38ERHZF81535189, immatriculée (F) CQ041ET (38) ET (83);
- 1288.16 - VOITURE DE TOURISME RENAULT TWINGO TURQUOISE, châssis N° VF1C066M518837145, immatriculée (CH) VD223880.

Vous disposez de 30 jours à partir de la date de parution pour récupérer votre(s) véhicule(s) en vous présentant, durant les jours ouvrables, à la réception de la Police cantonale, Centre de la Blécherette – chemin de la Lanterne 2, au Mont-sur-Lausanne. Passé ce délai, l'engin/les engins en question sera/seront vendu(s) aux enchères, conformément à l'article 26/a de la LVCR ou, si sa/leur valeur vénale ne couvre pas les frais, acheminé(s) auprès d'une entreprise de démolition.

Lausanne, le 22 novembre 2016

Le Commandant de la Police cantonale

Service des communes et du logement

La cheffe du Département des institutions et de la sécurité a approuvé, en date du **16 novembre 2016**:

- le règlement du Conseil communal de la **Commune de Rolle**;
- le règlement du Conseil communal de la **Commune de Vully-les-Lacs**;
- le tarif municipal relatif aux émoluments administratifs liés à la prévention des incendies et de la police du feu de la **Commune de Lausanne**;
- le règlement du Conseil intercommunal de l'**Association scolaire intercommunale de l'établissement de Cugy et environs (ASICE)**;
- le règlement du personnel de l'**Association intercommunale Asse et Boiron (AIAB)**;
- les prescriptions relatives aux heures d'ouverture des établissements et au tarif des taxes de prolongation de l'**Association Sécurité Riviera (ASR)**;
- le règlement relatif aux taxes d'exploitation sur les débits de boissons alcooliques à l'emporter, aux émoluments de surveillance des établissements et aux dispositions relatives à la délivrance des permis temporaires de l'**Association Sécurité Riviera (ASR)**;
- le règlement de Conseil général de la **Commune d'Orges**.

Les objets adoptés par un conseil communal sont susceptibles de référendum communal. Il doit être annoncé dans les 10 jours à la municipalité dès la présente publication (art. 110 ss de la loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politiques; RSV 160.01). Si le délai référendaire court durant les jours de Noël, de Nouvel An ou de Pâques, il est prolongé de 5 jours. Si ce délai court pendant la période allant du 15 juillet au 15 août, il est prolongé de 10 jours (art. 110a al. 1 et 105 1bis et 1ter par analogie).

Les objets adoptés par un conseil intercommunal sont susceptibles de référendum intercommunal. Il doit être annoncé dans les 10 jours au préfet dès la présente publication (art. 114 de la loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politiques; RSV 160.01). Si le délai référendaire court durant les jours de Noël, de Nouvel An ou de Pâques, il est prolongé de 5 jours. Si ce délai court pendant la période allant du 15 juillet au 15 août, il est prolongé de 10 jours (art. 114 al. 4 et 105 1bis et 1ter par analogie).

Les objets approuvés susmentionnés – ou le refus de l'approbation des objets susmentionnés – sont susceptibles d'une requête à la Cour constitutionnelle dans un délai de 20 jours à compter de la présente publication (art. 3 al. 3 et 5 al. 2 de la loi du 5 octobre 2004 sur la juridiction constitutionnelle; RSV 173.32).

Service des communes et du logement

Préfecture du district de l'Ouest lausannois

La présidente de la Commission de conciliation
en matière de baux à loyer

A vous **KURTAJ Isabelle**, précédemment domiciliée à la rue de l'Industrie 22, 1030 Bussigny, actuellement sans domicile connu.

Vous êtes avisée que la Présidente de la Commission a rédigé un procès-verbal de défaut du défendeur (décision) vous concernant suite de l'audience du mercredi 16 novembre 2016 à 8h30 (litige du droit du bail).

Une copie de ce procès-verbal demeure au greffe, à votre disposition.

Veillez me communiquer votre adresse afin que nous puissions vous la transmettre.

La présidente: **Anne Marion Freiss**

Infrastructures et ressources humaines

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Nouvelle mensuration cadastrale de 348 Vevey V.

Secteurs: Sud de la ville, St-Martin.

Plans nouveaux: 9, 13 à 15.

Conformément à l'article 29 de la loi cantonale sur la géoinformation (LGéo-VD) du 8 mai 2012, une enquête publique de 30 jours est ouverte sur les objets suivants:

1. Nouveau plan cadastral
2. Nouvel état descriptif des immeubles

Le dossier est déposé du mardi 22 novembre au jeudi 22 décembre 2016 inclusivement

de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30

au **Bureau du Registre foncier de Vevey.**

Les observations éventuelles doivent être consignées sur la feuille d'enquête ou adressées par lettre recommandée au Conservateur du Registre foncier dans le délai d'enquête.

Les propriétaires qui n'interviendront pas dans ce délai seront considérés comme acceptant la nouvelle mensuration cadastrale.

L'adjudicataire de la mensuration M. Roger Jourdan, ingénieur géomètre à Chexbres, assistera à l'enquête le mercredi 7 décembre 2016 de 14 h à 16 h pour répondre aux questions éventuelles.

Nous attirons votre attention sur le fait que, dans la majorité des cas, la nouvelle mensuration modifie les surfaces. Les modifications peuvent être positives ou négatives et sont uniquement liées à l'évolution des techniques de mesures et de calculs. Les méthodes utilisées dans le cadre de cette nouvelle mensuration étant nettement plus précises que celles mises en œuvre lors de l'ancienne mensuration, les nouvelles surfaces RF remplacent les anciennes (cf. avis envoyé précédemment concernant l'exécution de la nouvelle mensuration). La surface RF n'ayant qu'un caractère informatif, ces modifications ne donnent lieu à aucune compensation ou indemnisation. **Sur le terrain, les limites n'ont pas été modifiées.**

Nous rappelons par ailleurs que conformément à l'article 44 de la loi vaudoise sur la géoinformation (LGéo-VD), les frais relatifs à la nouvelle mensuration et à la matérialisation des points limites sont à la charge de la Confédération, du Canton et des propriétaires des immeubles mesurés. Les frais à charge des pro-